

# Démocratie directe

Journal d'information locale des syndicats CNT du Mans et de la Sarthe

Numéro: 4

## De rouge/jaune/noir vêtu·es

Sur places pavées, chemins de ronces ou rues  
On trouve des individu·es toujours debout  
Des solidaires au verbe et actions crus  
Celles et ceux qu'on dit des pauvres fou·olles  
Toutes et Tous avec ce point commun  
En deuil de toutes les libertés volées  
Par une crasse de riches décérébré·es  
Toujours prompte à spolier et assassiner.

Un mélange de pauvretés et justes colères  
Des groupes d'affamé·es de justice sociale  
Banderoles et courage comme arme de guerre  
Pour, depuis deux siècles vivre un seul idéal  
Fils et filles de prolétaires, d'ouvrier·ères en galère  
Celles et ceux qu'on dit de pensée radicale.  
Mais est-ce un crime de vouloir des droits  
Pourquoi devrait-on laisser passer de viles lois  
Qui privent une classe de toute population  
De vivre dans de bonnes conditions  
Les richissimes mécréant·es leur prennent tout  
Inondant de mensonges radios et télévisions  
Oui, illes prennent jusqu'au moindre sou  
À des femmes et hommes dit·es des bas-fonds.

De rouge/jaune/noir vêtu·es elles et illes défilent  
en tous coins  
Quel que soit le temps, toujours levant le poing  
De rouge/jaune/noir vêtu·es ces gens ont leurs  
vertus  
Cette force de rage qui ne seront pas tuées  
Les médias complices du mensonge éternel  
Les targuent de grand·es criminel·les.

Pourtant, ces rouge/jaune/noir vêtu·es on les  
écrase, les tue  
Les forces du capital les gazent et matraquent  
Dans de terribles et sanglantes attaques  
Pour étouffer ces populaces des rues  
Qui osent défendre l'amour et la solidarité  
Armé·es d'un seul cri pour la vraie liberté.

" En recherchant l'impossible, l'être humain a  
toujours accompli et reconnu le possible"

Mikhail Bakounine



**150** ans après le 18 mars 1871, les éléments du texte ci-dessous apportent des précisions importantes sur ce qui s'est passé en France à ce moment là. À partir de l'exemple des velléités communardes mancelles totalement ignorées et méconnues, ils mettent en évidence le rôle majeur des sections locales de l'AIT de l'époque (association Internationale des Travailleur·euses, plus connues sous le nom d'internationalistes), dans les villes ouvrières et ferroviaires comme Le Mans. L'absence d'insurrections en soutien effectif à la commune de Paris ne signifie en rien qu'elle n'était pas suivie ni approuvée par une large part de la population. L'espoir d'une république démocratique et sociale portée par la Commune où la liberté, la vraie, celle du pouvoir d'agir, était au centre des revendications, et s'est finalement rapidement muée et résignée en un municipalisme compatible avec l'assemblée Versaillaise afin de préserver la république elle-même. Il est donc faux, comme on le voit ici, d'opposer Paris à la Province, les villes aux campagnes et de présenter la Commune comme une aventure minoritaire et isolée.

#### Un contexte d'essor et d'activité de l'AIT

En mars 1868, l'empereur accorde la légalisation des chambres syndicales ouvrières et la liberté de réunion. Forte de ces concessions, la Commission de l'AIT passe à l'offensive et met sur pied une « commission d'initiative » - dans laquelle les Internationaux·ales sont évidemment très actif·ves - chargée d'œuvrer à la (re)constitution de syndicats ouvriers.

Au lendemain du congrès qui se tient à Bâle en septembre 1869, l'AIT réapparaît au grand jour un peu partout en France. Une nouvelle vague de grèves touchant de nombreux centres industriels, qui éclate à l'automne et va se poursuivre jusqu'au printemps 1870 en dépit d'une répression parfois féroce (13 morts à La Ricamarie, 14 à Aubin), lui permet d'atteindre son rayonnement maximum en l'espace de quelques mois.

Sous la houlette d'Eugène Varlin, devenu la figure emblématique d'une organisation dont il est à la fois l'émanation, l'artisan et le penseur, l'implantation de l'AIT s'étend rapidement autour de Paris, Lyon, Marseille et Rouen. Les sections de quartier se multiplient, et les sociétés ouvrières s'y fédèrent. Avec l'aide d'émissaires parisiens, des sections se créent (ou se recréent) à Lille, Roubaix, Reims, Limoges, Mulhouse, Le Creusot, Fourchambault. D'autres sections se forment également plus ou moins spontanément à Dijon, Besançon, Troyes, Brest, Le Mans, ...etc. Dans ce qui apparaît comme une marche en avant irrésistible, l'AIT bénéficie en outre du lancement de "La Marseillaise de Rochefort", journal quotidien tirant à 50 000 exemplaires, dont les colonnes lui sont largement ouvertes.



## Quelques faits locaux qui décrivent le contexte du Mans

En 1870, une section de l'internationale (AIT) existait au Mans autour de quelques ouvrier·ères imprimeur·ses. Cette section était en lien avec le groupe plus important de Rouen. En 1874, le syndicat des ouvrier·ères typographes et imprimeur·ses est créé.

Un fait majeur déjà survenu au moment de la révolution fédéraliste communaliste parisienne en 1871, est la bataille du Mans du 15-16 janvier 1871. Cette bataille militaire majeure de la guerre franco-prussienne, qui a marqué un tournant décisif dans la chute du Second Empire, a opposé au sud de la ville, vers le quartier de Pontlieue, l'armée française de la Loire aux troupes d'occupation de la coalition allemande.

Suite à cette défaite, la Sarthe et Le Mans en particulier seront occupés et durement réprimés par les Prussiens jusqu'en 1873. Paiement de lourds tribus, menaces de répressions et brutalités se succèdent alors contre la population. Pourtant, les activités internationalistes ont pu exister localement car un journal du Mans était invité au congrès de mai 1871 des « journalistes radicaux » favorables à la Commune, « la Feuille du Village ».

Par la suite, le courant internationaliste a du continuer à exister car, après l'amnistie prononcée en 1880, en 1888 paraît un journal anarchiste « Le Travailleur ».

Le préfet de la Sarthe de l'époque confirme, non sans exagération sans doute, que l'AIT était fortement implantée localement dans les milieux populaires :

« Presque toutes les ouvrier·ères imprimeur·ses y sont affilié·es. Les autres corps de métiers y comptent aussi de nombreux·ses adhérent·es [...]. Elle (l'Internationale) compte chaque jour de nouveaux·elles affilié·es parmi les membres des sociétés de secours mutuel [...]. »

« Elle aurait déjà mis la main sur la société des chapelier·ères (une profession, on le verra, qu'il faut surveiller de près). Et selon une autre source locale : « À part les ouvrier·ères supérieur·es de la gare, les autres employé·es, mécaniciens, chauffeurs de train, hommes et femmes d'équipe, sont animé·es de l'esprit le plus détestable. L'Internationale paraît exercer sur elleux un empire souverain. »

Tout ce dont nous sommes sûrs, c'est de l'existence d'une section au Mans.

A-t-elle contaminé tant de milieux qu'on nous le dit ? Nous n'en avons pas d'autres preuves, mais ce ne serait pas chose impossible, notamment toujours du fait de l'existence de la gare, et aussi lorsqu'on parle aussi d'une lente pénétration à l'intérieur de sociétés de secours mutuel qui tendent à évoluer vers des positions plus radicales, phénomène alors très répandu.



La bataille du Mans

11 et 12 janvier 1871

Suite...

Le texte suivant est la retranscription de l'analyse du mouvement communal au Mans en 1871 : source « La province en 1871 » par la commune de Paris 1871 (site internet de Jacques ROUGERIE, historien français, maître de conférences honoraire à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

« Un exemple montrera mieux que tout discours comment il a paru possible, toutes précautions prises, d'accorder quelque crédibilité à des faits que rapporte l'Enquête, dans quelles limites, mais positivement malgré tout. Selon le préfet de la Sarthe, les élections municipales des 30 avril et 7 mai (second tour) faillirent être l'occasion de la proclamation d'une "Commune" au Mans par une population surexcitée par des « propos séditieux » :

« Les hommes d'ordre, indifférents, apathiques comme toujours, restèrent chez eux, ne prirent pas même la peine d'aller déposer leur vote ; aussi la liste radicale passa toute entière. Le résultat du scrutin fut proclamé aux cris de « Vive Paris » [...].

Il y aurait donc eu ce que l'on pourrait appeler une Commune avortée au Mans (et il y a fallu tout de même un régiment de cuirassiers), fait auquel on ne semble avoir guère prêté quelque attention. Ceci paraît confirmé abondamment par la correspondance que le général qui commande la ville entretient avec ses supérieurs : il ne leur expédie pas moins de dix-huit lettres entre le premier et le 30 mai, et se montre plus explicite encore sur les atroces dangers que court l'ordre. Au Mans, les honnêtes gens en effet restèrent indifférentes :

« (La population ouvrière) est de la pire espèce. [...] On est convenu 1° de proclamer la Commune au Mans, 2° de prononcer la déchéance de l'assemblée et du gouvernement de Versailles, 3° d'organiser une garde civique, 4° de sommer la garnison d'évacuer la ville et au besoin de l'en chasser par la force, 5° enfin de s'emparer de la gare et des cinq voies ferrées qui y aboutissent [...] pour isoler Versailles du reste de la France. [...]

La population des villes et des gros bourgs flotte [...] entre le bien et le mal, en penchant davantage vers ce dernier côté [...]. Mamers et La Ferté-Bernard [...] en raison de leur nombreuse population de tisserand·es soumis·es aux excitations de l'Internationale pourraient peut-être donner quelques appréhensions. [...]. »

Le mercredi ou le jeudi de la semaine qui suivit les élections, le nouveau Conseil municipal devait s'emparer de l'Hôtel de Ville, y siéger en permanence, y proclamer la Commune [...]. À ce projet se rattachait un mouvement, dirigé par les chefs de l'émeute qui devaient ruer la populace sur la gare, s'en emparer, enlever les rails, faire sauter les ponts et couper ainsi les communications avec Versailles. [...] Un régiment de cuirassiers arrivé fort à point [...] donna à réfléchir à nos communeux·ses. J'étais maître de la situation [...] Toute agitation n'avait pas cessé : seulement, elle ne se traduisait plus par des signes extérieurs [...]. »

## Quant aux campagnes :

« Elles ont été dernièrement assez vastes. Tra-vaillées par des agent-es de désordre qui pour s'assurer de leur concours, leur ont fait accroire que l'Assemblée de Versailles ne cherchait qu'à renverser la République pour ramener un Roi et avec lui les droits féodaux et la dîme du clergé [...]. »

Dix-huit lettres, toutes aussi alarmantes, sauf naturellement les dernières ! Et de celles-ci transparaît à l'évidence que ce général, dont tout laisse à penser que c'est lui qui informe le préfet, est en quête de quelque avancement. Il est tout à fait probable que dans ce dessein, il a sensiblement grossi et les risques courus et par voie de conséquence l'habileté et l'efficacité de son action. Cela pourrait mériter quelque étoile. Faut-il pour autant minimiser le témoignage et lui dénier toute valeur ? Certainement pas si l'on replace les événements du Mans dans un contexte plus

vaste. Commune avortée ou pas, c'est l'importance des élections municipales du 30 avril qui se trouve ici fortement soulignée. Ailleurs qu'au Mans, bien des listes « rouges », ou seulement bonnes républicaines sont passées, au grand dam des autorités établies, et on s'apercevra à loisir, si l'on veut bien en faire l'étude, que ces élections municipales ont constitué une étape qui paraît décisive dans le processus qui a conduit la France à devenir républicaine. (3) L'évolution qui s'affirmera lors des élections législatives partielles du 2 juillet est déjà nettement esquissée.

Nous sommes à peu près assurés que pour les raisons dites ci-dessus la gravité des événements du Mans a été délibérément grossie. Il est naturellement possible que quelques exaltés aient parlé ou envisagé de proclamer une Commune, dissoudre l'armée,

s'emparer de la gare ; mais c'est un fait que, cuirassiers ou pas, rien de tel ne s'est produit. Et il nous semble qu'on comprend mieux ce qui se passe au Mans lorsqu'on veut bien le replacer dans la situation complexe qui nationalement caractérise les alentours du 30 avril, et sur laquelle bien entendu nous reviendrons. Comparons ! Il est souvent indiqué dans l'enquête que, dans le Midi surtout, des municipalités fraîchement élues ont songé à rallier la Commune, voire à se transformer en Communes. Aucune là non plus n'y est réellement parvenue ; ajoutons même qu'il est des cas - qui ne sont pas en si petit nombre - où l'on voit des municipalités aller tout bonnement demander au Préfet l'autorisation de se transformer en Commune, autorisation qui leur est naturellement refusée !

**Démocratie directe** est le journal d'information locale et de propagande de l'Union Locale CNT du Mans et de la Sarthe. Il est entièrement écrit et produit par des syndiqué-es sur du temps militant. Ses pages sont ouvertes à tous-tes celles et ceux qui souhaitent investir la démocratie locale sur et en dehors des lieux de travail, afin de faire vivre le féminisme, l'anticapitalisme, l'antiracisme et l'autogestion en Sarthe. Si tu souhaites participer, contacte le syndicat par mail:

interco72@cnt-f.org et sur le web  
<http://cnt72.lemanscipe.lautre.net>

Anticipons sur une analyse qui sera faite plus tard et plus à loisir ! Le 30 avril représente un tournant. Après un assez long temps de méfiance plutôt générale : (sauf le cas exceptionnel de quelques grandes villes) à l'égard de l'insurrection parisienne du 18 mars, à partir du début mai et précisément parce que le problème se trouve posé par les élections municipales, on commence à témoigner en province de plus en plus de sympathie pour les "droits communaux" de Paris (par là même ceux des autres communes) ; on n'est pas nécessairement « communard-e » pour autant, mais on est fortement "municipaliste" ou "communaliste". Il faut que les droits locaux soient accrus. Et, dans le même temps, il n'est pas bien difficile de se rendre compte que Paris a chaque jour moins de chance de l'emporter militairement. Alors se multiplient les adresses de conciliation – dont nous examinerons quelques-unes en détail – par lesquelles on presse et Versailles et Paris "communal" de trouver un terrain de compromis, dans le cadre – cela penche plutôt contre Versailles – du respect absolu de la République et du droit des municipalités.

Si l'on veut, nous semble-t-il, correctement apprécier les événements du Mans, il faut y voir et la tentative plausible de quelques « exalté-es », recruté-es surtout dans une classe ouvrière assez nombreuse, d'aller jusqu'au bout dans le soutien à

Paris (Commune « avortée », : mais qu'on dirait mieux « velléitaire »), et, ce qui pèse sans doute d'un poids plus lourd, l'affirmation d'une revendication municipaliste (mouvement communal, et non communard) qui s'achèvera d'ailleurs justement dans l'essai d'une conciliation manquée. Le Mans veut surtout choisir librement son maire. Il y aura de toute évidence bien des nuances à apporter à ce schéma lorsqu'on examinera des cas à la fois proches et différents.

Comment ne pas retrouver d'autre part, dans les inquiétudes que suscitent les villes ou régions tisserandes (Mamers, La Ferté-Bernard) de la Sarthe des analogies certaines avec ce que nous décrit Paul Bois dans l'histoire qu'il fait de l'évolution (et des permanences) du département depuis la Révolution jusqu'à nos jours, et quelque chose de sa distinction entre Sarthe bleue et blanche ? Comment ne pas retrouver également dans ces allusions à un inévitable "retour de la dîme et des droits féodaux" – thème qu'on évoque fréquemment dans d'autres départements, notamment du Centre – qui accompagnerait celui d'une concordance évidente avec ce que Georges Dupeux nous relate pour le tout proche Loiret – comme un argument fondamental de la propagande républicaine de 1871 à 1876 ? La perte de la République entraînerait un inévitable retour à « l'Ancien Régime . »



## IMMERSION AVEC LES LIBERT'ARTS.

Camarades et Ami-es, aujourd'hui, Techniciennes / Techniciens en toutes ces personnes, beaucoup se les arts vivent sur le fil et ; malgré montage scénique ainsi que son et retrouvent sans salaire, ni des restrictions on ne peut plus lumières. Depuis un peu plus de ressources depuis plusieurs mois, anti- libertés très difficiles à trois semaines, ce lieu revit avec d'autres sont prises telles que des supporter au quotidien, nos moult projets artistiques et petits dames dans une colère juste car les LIBERT'ARTS ; des personnes concerts, des soirées à thèmes, des congés maternité sont inexistantes courageuses ; font leur tintamarre joyeux et coloré au théâtre des QUINCONCES de la Ville du Mans. En arrivant, nous constatons de suite la nouvelle et magnifique déco contestataire pleine de couleurs et de messages à la fois poignants et porteurs sur les vitres du théâtre. Des personnes avenantes, accueillantes nous expliquent par la suite les nombreuses raisons légitimes du Mouvement de réanimation du Théâtre des Quinconces. Des Artistes telles que : - Comédiennes / Comédiens - Chanteurs / Chanteuses - Musiciennes / Musiciens - Danseuses / Danseurs - Peintres, Dessinatrices / Dessinateurs - Étudiantes / Étudiants en Arts... Mais aussi discussions débats, des échanges de lectures, de la création d'affichages. et à l'événementiel comme : - Mais dans ce joyeux bazar, les cœurs sont lourds et la misère pose son poids nauséabond... Parmi

qui se fiche éperdument de savoir si ces jeunes personnes ne risquent pas l'expulsion pour les Étudiantes / Étudiants sans papiers jeunes majeur-es, ou même de celles et



Ces jeunes femmes et hommes sont isolé-es en grande majorité et le manque cruel de liens sociaux amicaux en cette période covid - débile pèse sur les cœurs. Dans le bâtiment, tout ou presque indique la crise d'autogestion comme les frigos autogérés où chacun-e peut déposer boissons et denrées alimentaires, dont beaucoup sont de qualité grâce à la solidarité de personnes formidables qui ont des jardins ou des emplacements de cultures de légumes solitaires ou même des gens qui apportent parfois de bons plats préparés chez elleux. À la bonne franquette, chacun-e passe la journée en tâches diverses effectuées par toutes et tous en AUTOGESTION comme par exemple les tâches ménagères par respect pour les agent-es de nettoyage qui passent pour la propreté des sanitaires. Dans des loges propres et bien équipées, on dort sur des matelas de fortune

pour que la lutte soit pérenne. Un bel exemple de fonctionnement d'autonomie et d'autogestion sans aucune intervention institutionnelle administrative et/ou sociale. Ce qui prouve donc que ce que nous prônons depuis le XIXème siècle fonctionne ! Pas besoin d'élites exerçant un pouvoir oppressant, infantilisant et méprisable pour vivre en autonomie ; cela à condition bien sûr de pratiquer le respect mutuel et la solidarité en société. Les LIBERT'ARTS ont besoin de l'aide de tous et toutes en matériel comme peinture en bombes aérosols ou acryliques, craies, colles liquides. De nourriture ainsi que de VÊTEMENTS solides et confortables, ainsi que de couvertures pour celles et ceux qui peuvent en offrir. Une semaine donc riche d'enseignements et exemplaire avec des personnes de différentes cultures, différents milieux éducatifs et/ou sociaux.

Donc il est évident de pratiquer également à plus grande échelle et dans bien d'autres domaines ce qui est fait au théâtre des QUINCONCES DU MANS avec les LIBERT'ARTS. Camarades, ne lâchons rien et soutenons ce qui est juste : Les Arts sont en couple avec la joie de vivre et ils sont essentiels à notre équilibre moral et sociétal.







En grève le 15 juin !!

Quand tout sera privé, nous serons privé.e.s de tout.

Tract des 4 fédérations CNT de la Fonction Publique.

La crise sanitaire, que nous subissons depuis plus d'un an, a mis en lumière les inégalités produites par le système capitaliste.

Les services publics, déjà fortement attaqués avant la pandémie de COVID, étaient en première ligne pour aider la population dans ces moments difficiles (santé, social, médico-social, éducation, territoriale...)

Le retour à l'anormal fait son apparition et les logiques capitalistes se remettent en œuvre pour détruire nos services publics, éléments pourtant essentiels de notre société.

Les logiques capitalistes du gouvernement, allié du patronat, détruisent donc ce que nous avons de plus précieux. Face à ce constat alarmant, la CNT-FTTT appelle tou·tes les travailleur·ses à lutter et à se mettre en grève à partir du 15 juin prochain !

Pour protester contre les milliers de suppressions de postes dans les trois versants de la fonction publique. Les logiques libérales précarisent nos métiers plus que jamais. Nous réclamons l'embauche de plus de personnel·les et la titularisation de toutes et de tous !

Pour réclamer un meilleur salaire, avec la fin du gel du point d'indice, car contrairement au secteur privé, au fil des années, le pouvoir d'achat des agent·es public·ques (titulaires et non-titulaires) n'a fait que baisser.

Pour en finir avec la logique d'augmentation du temps de travail dans le public et dans le privé. Nos vies ne valent pas de s'acharner dans un travail qui nous broie toujours plus.

Pour prendre l'argent dans les poches des riches et du patronat qui chaque année s'exonèrent de payer près de 100 milliards

Assemblée générale du personnel de la fonction publique territoriale les:  
 mardi 15 juin de 9h à 10h et de 10h30 à 11h30  
 jeudi 17 juin de 15h30 à 16h30  
 Palais des congrès Le Mans

## Communiqué de L'Union Locale

"la CNT 72 s'oppose fermement aux revendications de certaines organisations syndicales ou de certains partis qui militent pour une police nationale renforcée, reprenant à leur compte les arguments dictés par des syndicats de police largement axés à l'extrême-droite".

Le samedi 12 juin s'est tenue une manifestation unitaire contre l'extrême-droite au Mans, et sur le plan national. Les organisations locales signataires étaient nombreuses : CGT, FSU, UNEF, LDH, FAL72, PG, PCF, LFI, NPA, Gauche républicaine et socialiste, PS, UCL.

La CNT, bien que signataire au niveau national et se revendiquant toujours d'une opposition ferme aux idées d'extrême-droite, n'a pas rejoint cet appel local, et seules certaines de leurs membres y furent présentes à titre individuel. Pourquoi ? Plusieurs raisons à cela.

Tout d'abord, le texte signé au niveau local n'est unitaire que de nom, puisqu'il n'émane que de deux organisations syndicales locales en premier lieu. La majorité des organisations/partis présents lors de la réunion intersyndicale de préparation de cette journée était pour reprendre le texte national, puisque celui-ci faisait consensus. Les deux organisations syndicales à l'origine du texte local ont tranché sans vote : leur texte sera conservé, avec quelques amendements.

De plus, aucune date de reconduction de cette mobilisation n'a été projetée, ce qui mène directement à penser que cet appel n'existe que pour donner bonne conscience aux organisations locales, voire à des vues électoralistes de certains partis locaux.

Ensuite, la mouture finale du texte local, même après amendements, présente des arguments plus que polémiques. Il n'y est par exemple question que du danger du capitalisme néo-libéral, comme si une autre forme de capitalisme n'était pas problématique en soi.

On y conspue également la mondialisation, sans y proposer d'alternative internationaliste des prolétaires. Cette posture anti-système sans remettre en cause les fondements de la lutte des classes et du capitalisme est dangereuse, car copie en tous points les arguments avancés par l'extrême-droite pour rallier les prolétaires à leurs idées nauséabondes. C'est avec de tels positionnements que l'on peut justifier la concurrence délétaire entre les peuples, et ainsi le racisme qui s'en suit.

Enfin, la CNT72 s'oppose fermement aux revendications de certaines organisations syndicales ou de certains partis qui militent pour une police nationale renforcée, reprenant à leur compte les arguments dictés par des syndicats de police largement axés à l'extrême-droite. On ne peut prétendre combattre les idées d'extrême-droite en militant pour un État fort, ou en défendant les forces de répression. Cette vision autoritaire fait le lit de l'extrême-droite tout en prétendant la combattre. La marche vers le pouvoir du fascisme ne pourra s'enrayer qu'en combattant d'un même mouvement le capitalisme et les forces de répression de l'État, en unissant toutes les prolétaires quel que soit leur nationalité, genre, ou origine. Le capitalisme ne recule devant aucune alliance pour perdurer et continuer à nous exploiter. En ces temps de crise ou sa pertinence est de plus en plus mis à mal, il n'hésite pas à tendre la main au fascisme si celui-ci peut lui permettre de prolonger son agonie.

## Expression libre

### Introduction

### Politico-hétérosexualité et développement psychosexuel

"MON CUL EST POLITIQUE"

La sexualité et les rapports amoureux de toutes sortes occupent une part de la vie de chaque individu-e. Cette part prend différentes formes selon l'âge, le genre, ou encore l'orientation sexuelle. Ainsi, la question de l'âge influera sur le stade de développement psychosexuel atteint par l'individu-e. De même, notre rapport à la sexualité véhicule des codes sociaux bien différents selon que nous sommes de genre féminin ou masculin. C'est d'ailleurs pourquoi les relations hétérosexuelles sont empreintes d'une hiérarchie homme/femme socialement induite qui est loin d'être anodine. En tout état de cause, quelque soit l'âge d'une femme et son stade de développement psychosexuel, celle-ci sera dans tous les cas en position désavantageuse, voire dangereuse, par rapport aux hommes, sur la question de la sexualité. En effet, les femmes seront silencieuses et/ou stigmatisées sur leurs désirs, leur consentement ou leurs ressentis seront ignorés, leur corps sera objectivé, les réduisant à un artefact déshumanisé au service du plaisir masculin hétéronormé. C'est l'une des nombreuses facettes délétères du patriarcat, Nous sommes conscientes de tout cela. Nous

savons que nous sommes toutes touchées à part égale par ce phénomène. Beaucoup de femmes ont même si profondément intériorisé cet état de fait, qu'elles en deviennent des rivales pour leurs paires, consciemment ou non. C'est là une erreur, qui, bien que commune, nous coûte diablement cher. Il existe pourtant une arme à notre portée et qui a fait ses preuves pour combattre le patriarcat : il s'agit de la sororité. Nous verrons ici comment la sororité a des implications et applications concrètes dans notre quotidien, et plus précisément dans le domaine amoureux et/ou sexuel. Nous verrons également comment et pourquoi l'objectivation du corps féminin favorise les hommes cis-genre hétérosexuels, et de ce fait, peut et doit être combattu par la sororité. Nous soulèverons ensuite la question du développement psychosexuel, qui est fondamentalement ancrée dans nos représentations sociales, faisant la part belle aux injonctions patriarcales.

Là encore, la sororité sera la clef nécessaire pour faire évoluer le statu-quo.

Retrouve l'intégralité de l'article sur le réseau social  
Facebook @CNT.Sarthe et sur le web  
<http://cnt72.lemanscipe.lautre.net>  
Rejoins le syndicat !

## I/ Définition de la sororité et exemples de ses implications au quotidien :

Avoir conscience qu'un pacte social, éthique et émotionnel doit être construit entre toutes les femmes, qu'elles soient cis ou trans, est le principe même de la sororité. C'est en 1970 que l'écrivaine Kate Millett a donné naissance à ce mot dans le but de donner un nom à l'idée pour laquelle elle luttait au quotidien : atteindre une union sociale entre femmes sans qu'il n'existe de différences de classes, de religions ou d'ethnies. En effet, naître, grandir et être éduquées dans un contexte marqué par le poids du patriarcat n'est pas chose aisée et a un prix, tel par exemple que celui de voir les autres femmes comme de potentielles rivales. Il n'est pas rare de voir comment dans le contexte scolaire, sentimental ou même professionnel, les unes critiquent les autres. Le patriarcat nous fait ériger des barrières entre nous, allant jusqu'à générer un antagonisme insensé qui, loin de permettre notre prise d'autonomie, nous fragilise encore davantage face à lui.

Nous avons pour exemple le slutshaming ou la putophobie, dont les émanations ne sont hélas pas que masculines.

Étymologiquement, le terme de sororité s'oppose fermement sur le champ sémantique à celui de fraternité, faussement universaliste, et dont l'humanisme prétendument bienveillant souhaiterait nous faire avaler bien des couleuvres masculinistes. « Sororité » vient du latin « soror » = « sœur », tandis que « fraternité » vient du même latin « frater » = « frère », et n'est donc en aucun cas frappé du sceau de la neutralité. (Pour cela, il y a « adelphité », pour celles et ceux que cela intéresse et qui chercheraient une alternative fédératrice.) En anglais, le mot « sororité » se traduit en terminologie militante par « sisterhood », et non pas par « sorority ». Ce dernier désigne davantage les associations et confréries d'étudiantes au sein des campus universitaires américains. Cela n'a donc rien à voir avec le sujet qui nous occupe.

Concrètement, qu'est-ce que cela implique ?

En premier lieu, rappelons que le privé est politique et qu'il ne suffit pas de brandir une pancarte ou de scander des slogans lors de quelques

manifestations non-mixtes pour faire preuve irréfutable de sororité. C'est un plus, certes, mais certainement pas l'essentiel et le cœur de la démarche. Cette dite démarche doit se jouer autant sur le plan individuel que sur le plan du collectif. Il nous faut « militer » nos vies de femmes, adopter une « sisterhood way of life ». Nous devons dans notre quotidien, dans nos familles, dans nos rapports amicaux, sentimentaux ou entre collègues être et vivre sororalement. Loin de rester une simple étiquette, ce terme cherche à nous encourager, nous, les femmes, à nous renforcer en tant que collectif et à nous visualiser dans notre vie quotidienne pour atteindre des changements. Il s'agit de transcender le militantisme individuel vers l'engagement universel féminin, pour accompagner toutes nos luttes dans l'intersectionnalité.

Cela implique donc d'être constamment en alerte sur les effets de nos propres comportements de femmes vis-à-vis d'autres femmes, quelles qu'elles soient. De toujours garder à l'esprit que nous sommes TOUTES victimes du patriarcat, et qu'en tant que telles, toute agression, micro- ou pas, de notre part envers une autre femme, nous tire une balle dans le pied. Certes, créer un lien sororal avec une femme blanche issue de la bourgeoisie ne sera pas chose aisée si l'on est soi-même une prolétaire racisée par exemple. Mais même dans ce cas-là, notre oppression par le patriarcat nous est commune. Ce sera alors à la femme blanche bourgeoise de prendre conscience de ses propres privilèges par rapport à sa sœur prolétaire, elles auront à coup sûr des points de divergences, voire de conflit, mais jamais sur leur statut de femme. On peut bien entendu arguer que prendre la défense de Marine Le Pen lorsqu'elle est attaquée en tant que femme et non sur ses idées politiques est une pilule dure à avaler. C'est vrai. Mais c'est indispensable. (Par ailleurs, les motifs de critique concernant MLP ne manquent pas. Il n'est donc nul besoin de descendre jusqu'aux attaques ad personam sur son état de femme pour s'en donner à cœur joie.)

Concrètement, être et vivre sororalement est assez simple : il s'agit d'être solidaires et soucieuses les unes des autres, en tout temps, tout lieu, toute situation. Faire barrière à tout comportement/propos sexiste et/ou misogyne émanant de quiconque, et en particulier des hommes-cis. Attention toutefois : cela ne signifie en aucun cas que nous soyons responsables ou dépositaires de l'éducation ou de la déconstruction des hommes-cis en la matière. Ils doivent s'impliquer pleinement, s'informer/se former si nécessaire, mais nous ne devons pas céder à leurs injonctions à la pédagogie féministe si nous n'en avons pas le temps et/ou la patience. Nos sœurs sont la priorité, et il revient aux hommes adultes de réfléchir sur comment infléchir leur comportement socialement acquis. Pour ce qui est des femmes aux comportements/propos anti-féministes, nous devons accorder davantage d'attention à leur sexisme intériorisé, et les aider à le déconstruire avec la patience nécessaire. Si l'on vient à en manquer, une autre prendra le relais. Toutes les sphères de nos vies, qu'elles soient familiales, amicales, professionnelles, amoureuse et/ou sexuelle n'échappe pas aux enjeux de domination socialement à l'œuvre dans les relations hommes-femmes. Or, ignorer ces enjeux reviendrait à favoriser le statu-quo par un cautionnement passif. Ce que nous ne voulons pas.

Ainsi, dans le domaine familial, l'égalité du temps de parole et d'attention accordée aux personnes de chaque genre doit être équitablement partagée, en privilégiant les femmes, toutes les femmes. (Équitable ne veut pas dire égalitaire : à chacun-e selon ses besoins, même s'ils sont différents.) Certaines d'entre nous ont davantage de facilité à prendre la parole, gérer une situation conflic-

tuelle, ...etc. Nous devons en tenir compte et mettre en avant même les plus introverties d'entre nous. De même, il nous incombe de déconstruire nos propres intériorisations dans l'éducation de nos fils et filles, pour enfin briser le cercle et le statu-quo inégalitaire. Les pères/frères, s'il y en a, doivent s'impliquer dans toutes les tâches quotidiennes et dans l'éducation sororale et féministe de leurs filles et sœurs. À nous (et au père s'il est présent) de montrer à nos filles qu'être femme est synonyme d'une lutte permanente, qui irradie chaque sphère de nos vies, que cette lutte doit se mener ensemble contre le patriarcat, et non pas entre nous.

Dans le domaine amical et/ou professionnel, nous devons croire inconditionnellement nos collègues et/ou ami-es lorsqu'elles nous confient leur quotidien, s'il est question de violence patriarcale par exemple. Et ce quelque soit le degré de violence. Une charge mentale non partagée, par exemple, au sein d'un couple hétérosexuel est déjà une violence certes passive, mais une violence tout de même. Les violences psychologiques ou physiques ne se hiérarchisent pas, elles peuvent toutes deux être destructrices au même degré. Nous devons soutenir nos sœurs, être une écoute, un refuge, un soutien, dans toute la mesure de nos capacités et des ressources déjà existantes. (Collectifs et/ou associations locales de femmes) De même, les femmes sont déjà suffisamment dévaluées professionnellement par le plafond de verre et les inégalités de salaire pour ne pas alimenter des rivalités délétères entre collègues femmes. Nous aurions au contraire tout intérêt à unir nos forces et faire preuve de solidarité.

Dans la sphère sentimentale, chacune est libre de vivre amour et sexualité comme elle l'entend. L'injonction sociale du couple hétérosexuel exclusif tend à diminuer avec le temps, avec l'émergence des « couples libres » ou encore du polyamour. Toute forme d'interaction sentimentale et/ou sexuelle est possible et légitime, à la condition que toutes les parties soient au courant et en accord. À chacun et chacune d'y trouver son bonheur. Pour une sexualité sororale et émancipatrice, dans ce domaine-ci comme ailleurs, il est nécessaire d'y intégrer la sororité. Dans un but sororal, par exemple, on ne prendra pas aveuglément le risque d'entretenir des relations sentimentalo-sexuelles avec un homme si l'on sait celui-ci en couple. (Entendons par « couple » une relation officialisée, assumée et revendiquée par les deux parties.) Notre statut social de femme étant déjà suffisamment dégradé par le patriarcat, il est de notre devoir de traiter les possibles partenaires déjà existantes avec respect, empathie et sincérité. Cela implique d'être prête à communiquer quoiqu'il en coûte, quitte à dire des vérités désagréables. La sororité ne souffre pas le non-dit. Si l'homme convoité est dans une forme de couple libre (Il en existe plusieurs formes), en ce cas, pas de problème. Quoique. Encore faut-il s'être bien assurée que l'autre femme est au courant, ne souffre pas ou ne souffrira pas de la situation. (Voir « La Salope Éthique » de Dossie Easton et Janet W. Hardy - 4<sup>e</sup> partie : les devoirs de la salope célibataire) Dans le cas contraire, on s'abstient. Même si l'on a le moindre doute, non, la sororité n'est pas compatible avec le fait de flirter/coucher avec un homme que l'on sait en couple au possible détriment d'une partenaire laissée dans l'ignorance, volontairement ou non. On sait que d'après les statistiques, 30 à 40 % des hommes avouent avoir commis une « infidélité », contre 15 à 25 % des femmes. (Sondage IFOP, qui vaut ce qu'il vaut, car les langues peuvent avoir du mal à se délier sur ces questions d'ordre très intime.) Pour ne pas jouer le jeu du patriarcat donc, il devient logiquement éthique d'entretenir une relation avec un homme « en couple » uniquement si la partenaire est au courant et d'accord. De même, un homme qui entretient avec nous une forme de « drague » ou flirt sans jamais faire part ni de son célibat ou statut de couple dans la conversation doit nous inciter à la méfiance. Le fait de ne pas parler de sujets aussi simples et pertinents dans

un contexte de drague peut déjà être un indice d'une possible omission volontaire. Et si c'est le cas, celle-ci se fera toujours au détriment d'une femme, autre que nous-mêmes mais non moins importante. En effet, une relation de drague est un accord tacite (ou pas) entre deux personnes qu'un intérêt a été stimulé, et qu'un désir commun de mener vers un « plus si affinités » est déjà entendu. Donc, puisqu'un « après » possible est déjà envisagé par les deux parties, il est naturellement éthique de poser les bases dès le départ. « Je suis célibataire. » ; « Je suis en couple. » ; « Je suis en relation libre/ouverte. » sont autant de phrases simples qui permettent d'emblée de savoir où l'on en est. À nous ensuite d'en informer le/la/les partenaires éventuel-les concerné-es dans les meilleurs délais. Bien entendu, nous ne sommes jamais à l'abri de tomber sur un menteur, et n'avons pas toujours les moyens ni l'envie d'aller vérifier ses dires. Ce cas de figure ne devrait théoriquement pas se produire entre deux personnes adultes prêtes à assumer leurs actes. Mais ne nous leurrons pas : nous nous sommes certainement déjà faites berner par un homme qui nous a menti sur son prétendu célibat pour arriver à ses fins avec nous, et nous n'en saurons jamais rien. Et bien tant pis. Nous ne pouvons pas tout contrôler et ne devons pas nous en tenir rigueur. Mais agir systématiquement dans la transparence et la solidarité, nous pouvons le faire. Par respect pour nos sœurs, et donc pour nous-mêmes, car tant que l'une de nos sœurs sera asservie, nous le serons aussi. Si nous n'adoptons pas ces réflexes, nous renforcerons et cautionnerons l'impunité des hommes dans leur injonction à l'accumulation de conquêtes pour flatter leur ego. Or, nous savons qu'une femme qui adopte le même comportement sera socialement stigmatisée, au contraire de l'homme, qui lui trouvera bien plus facilement des alliés pour le féliciter de son comportement viriliste. Le féminisme combat également le virilisme, ne l'oublions jamais. Alors, refusons de jouer leur jeu. Parlons-nous, regardons-nous avec empathie et considération, et gardons nous de participer à l'asservissement de l'une de nos sœurs par des oublis superflus et délétères aux relations amoureuses et/ou sexuelles. La communication, la transparence, peuvent paraître difficiles à mettre en place de prime abord, mais sont la clef. Et cela devient très vite un automatisme. En un mot, dans tout type de relation amoureuse, TOUTES les personnes

## L'Allumette !

"Ce lieu sera aussi syndical et la CNT 72 y organisera ses permanences et ses AG."

La CNT 72, en partenariat avec l'Union Communiste Libertaire sarthe, souhaite ouvrir au Mans un lieu qui sera un espace de soutiens aux luttes, d'actions coopératives mais aussi de sociabilité et de diffusion des pratiques collectives autogestionnaires dans un cadre antipatriarcal et antiraciste. Il s'agit de démontrer par les faits que des alternatives au capitalisme et à l'étatisme sont possibles et souhaitables.

Ce lieu sera aussi syndical et la CNT 72 y organisera ses permanences et ses AG. La ville du Mans vient en effet d'annoncer sans concertation son souhait de détruire en 2023 la maison des syndicats et des associations où nous avons notre local depuis le début des années 1980. Le projet ne prévoit pas pour le moment de nous associer sur le nouveau site syndical retenu, signe d'un mépris évident à notre égard et de nous éjecter. Une vague promesse de déplacer les associations existantes a été faite, mais là encore sans nous prévenir.

La CNT 72 prend donc acte de la volonté de l'exclure de tout relogement, la ville du Mans semblant vouloir mettre fin à une certaine tolérance sur le site actuel.

La même ville du Mans en tant qu'employeur, nous y reviendrons plus tard, persiste

par ailleurs à ignorer notre demande légitime pour un des droits syndicaux de notre section syndicale territoriale, confirmant ainsi le rejet de notre organisation.

Ce lieu autogéré est donc nécessaire et sera ouvert par ceux qui voudront s'y investir ou seulement à toute personne qui voudra seulement participer aux activités ou à des organisations, associations et collectifs qui pourront s'y réunir, le tout dans le respect d'une charte partagée, sans dominations ni discriminations.

Projections-conférences-débats, site internet, cuisine solidaire, mutualisation d'outils, bibliothèque, mise à disposition de salles de réunion et de matériel, autant d'outils qui nous permettront de favoriser l'émancipation des individu-es et de promouvoir une alternative à l'économie de profits.

Ce projet, quelle chance, tu peux d'ores et déjà y participer en nous aidant au financement du local. Un don unique, qui te donnera la possibilité de fréquenter le lieu pendant un an, ou un don mensuel, qui te donnera cette possibilité chaque mois de versement. Tu deviendras ainsi membre ordinaire, et pourras devenir membre de pleine activité dès que nous commencerons à fonctionner.

Pour contacter les organisations à l'origine du projet :  
[lallumettelefeu@libremail.net](mailto:lallumettelefeu@libremail.net)

**L'ALLUMETTE  
A BESOIN DE  
COMBUSTIBLE**

**AIDEZ-NOUS À FINANCER LE FUTUR  
LOCAL AUTOGÉRÉ DU MANS !**

L'Allumette n'est pas uniquement un lieu où les individu.es, les associations, les collectifs, les organisations politiques et syndicales peuvent se réunir. Il s'agit d'un lieu où nous avons la volonté d'œuvrer EN COMMUN, à un changement de société de manière autogérée et égalitaire, c'est-à-dire par nous-mêmes.

**Ce lieu a pour objectif d'être un espace de lutte, de sociabilité et de diffusion des pratiques révolutionnaires, antipatriarcales, anticapitalistes, internationalistes et anti-autoritaires.**

**NOUS FAIRE UN DON :**  
<https://tinyurl.com/f49suekw>

**+ D'INFOS :**  
<https://sarthe.unioncommunistelibertaire.org/la-charte/>




## Sommaire

- Page 1 Edito : De rouge/jaune/noir vêtu.es !
- Page 2 La commune au Mans en 1870-1871.
- Page 7 Immersion avec les Libert'Arts.
- Page 9 Quand tout sera privé, nous serons privé.es de tout.
- Page 11 « Mon cul est politique »
- Page 15 L'Allumette !
- Page 16 L'Allumette a besoin de combustible !



<http://cnt72.lemanscipe.lautre.net>  
[interco72@cnt-f.org](mailto:interco72@cnt-f.org)